

*La gauche indienne demande la
fin de l'injustice à l'égard de
Cuba*



New Delhi, 27 juillet (RHC) Les organisations de gauche en Inde ont réaffirmé leur demande de retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme à l'occasion des célébrations de la Journée nationale de la rébellion de l'île ici.

Lors d'un événement marquant le 71e anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, elles ont publié une déclaration de solidarité avec Cuba et appelé à renforcer la campagne contre le blocus américain et à retirer l'île de la liste injuste créée par Washington.

L'événement s'est déroulé dans une salle comble, principalement composée de jeunes, ainsi que d'ambassadeurs ou de représentants diplomatiques du Venezuela, de Colombie, de Syrie, d'Algérie et de Russie.

Le secrétaire général du parti communiste indien (marxiste), Sittaram Yechury, a appelé à faire davantage pour Cuba, qui a toujours été un bastion de la solidarité mondiale et qui traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire.

Il a souligné les liens étroits qui unissent les peuples indien et cubain et a rappelé que le soutien à l'île des Caraïbes s'inscrivait dans le cadre de l'engagement et du principe de son organisation de ne pas accepter le diktat impérialiste.

Il a souligné que pendant la pandémie, malgré le renforcement des mesures de blocus par Trump, Cuba a produit des vaccins contre le Covid pour sauver son peuple et les a fournis à plus de 50 pays.

Guillaume Long, ancien ministre des affaires étrangères de l'Équateur, a replacé la situation de la nation caribéenne dans son contexte et a expliqué comment l'ancien président américain Donald Trump a utilisé la bonne volonté de Cuba pour accéder à la demande du gouvernement colombien d'être le garant des pourparlers de paix dans le pays sud-américain.

Il a également évoqué l'impact dévastateur que cette nomination aura sur le peuple cubain, déjà affecté par un blocus économique, commercial et financier en place depuis plus de 60 ans.

M. Long a souligné que le président américain Joe Biden n'a pas tenu sa promesse de campagne de poursuivre la politique d'ouverture initiée par l'ancien chef d'État Barack Obama à l'égard de Cuba et a maintenu les restrictions de son prédécesseur et même la désignation injuste.

Il a donc invité tout le monde à se joindre à la signature de la demande urgente de retrait de la nation caribéenne de ce qu'il a décrit comme une liste criminelle et injuste.

Après avoir remercié le diplomate cubain Abel Aballe, chargé d'affaires a.i., pour le soutien de son pays, il a évoqué la situation de son peuple en raison du blocus américain, qui cherche à provoquer un changement de régime sur l'île.

Il a également évoqué les résultats obtenus malgré le siège économique des États-Unis et la coopération dont Cuba a fait preuve depuis le triomphe de la révolution avec d'autres pays dans les domaines de la santé, de l'éducation et d'autres secteurs.

Il a souligné qu'en dépit de la situation difficile, Cuba ne reste pas inactive et continue à travailler d'une seule voix pour poursuivre son développement.

Pallab Sengupta, membre du secrétariat national du parti communiste indien et président du Conseil mondial de la paix, Rajiv Dimari, membre du comité central du parti communiste indien (mouvement de libération), Dev Roye, secrétaire général adjoint de la Fédération syndicale mondiale et Ramit Singh, président du prix José Martí de l'Unesco, ont également ratifié leur position de soutien à Cuba.

Enfin, les dirigeants de gauche et le diplomate cubain ont participé à la plantation d'arbres, symbole de la résistance du peuple de l'île des Caraïbes et de la vitalité et de la continuité de l'amitié qui unit les deux peuples (PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/361233-la-gauche-indienne-demande-la-fin-de-linjustice-a-legard-de-cuba>



Radio Habana Cuba